L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 22 JUIN 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 22 JUIN.

☞ On trouvera à la deuxième page, les nouvelles que contenait notre édition d'hier soir, les départs de navires et de bateaux, des ventes par le sheriff, ainsi que nombre de nouvelles annonces, qui n'ont pu trouver place à la 1ère page.

Ventes à l'encan de ce jour.
☞ Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, à douze mois de crédit, une jolie résidence située rue Johnson, entre l'Hôpital et Quartier, Deuxième District—No. 5 104 pieds de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise, avec constructions, consistant en une maison de maître, de neuf pièces, cuisine et dépendances, écurie, remise, etc.

Par Montgomery & Bros—à leur salle d'encan, 55 balles de coton.

Aussi—aux Nos 83 et 85 de la rue des Magasins, toile d'emballage des Indes.

Par E. Roger & Co—à leur salle d'encan, un stock de marchandises sèches et d'articles de fantaisie, linge fait, chemises et chapeaux.

Par D. E. Murphy—au No 17 rue des Magasins, pommes et haricots blancs.

Par Vincent & Co—au No 6 rue de Chartres, trois cent cinquante lots de marchandises sèches étrangères et du pays. Également une facture de poêles et chaudrons en fonte noire, soupes et serviettes.

Aussi—journaux français imprimés.

Par S. Guinault—encaissante Bourrée et Chevalin de la Métairie, à 11 heures, la vaisselle de Jean Sabatier.

Par McCarren & Landry—au Magasin Hall, meubles, verrerie et faïence.

Par J. P. Boisseau—au coin des rues Magazine et Gravier, sucre, tabac, épaules, &c.

NOUVELLE-ORLEANS, 22 JUIN 1865.

Le président Johnson vient de lancer de Washington, sous la date du 13 juin, deux proclamations qui contiennent tout un programme politique sur la réorganisation des gouvernements d'Etat. L'un de ces documents renferme des dispositions générales qui sont le résultat naturel de la fin de la guerre. Les ports précédemment bloqués, qui avaient été déclarés fermés depuis qu'ils étaient occupés par les Etats-Unis, seront ouverts au commerce à partir du premier juillet prochain. Toutes les restrictions au commerce avec les Etats déclarés en insurrection et au trafic des produits de ces Etats sont annulées à partir de la date de la proclamation. Parmi les effets de cette annulation, on doit signaler, en première ligne, l'abolition du droit de 2½ pour cent perçu sur le coton en vertu d'une loi du Congrès. Il est facile d'expliquer comment une loi peut se trouver révoquée indirectement par une simple proclamation présidentielle.

La loi établissait un impôt de vingt cinq pour cent sur le coton de tous les Etats déclarés en insurrection, or, c'est une proclamation présidentielle qui avait désigné les Etats ou parties d'Etat déclarés en insurrection. La purification de ces Etats et l'occupation de leur territoire par les forces des Etats Unis ont mis en fait cette déclaration, et c'est ce fait que constate la proclamation de M. Johnson. Les seules restrictions qu'elle laisse subsister au commerce intérieur ou extérieur se réduisent à la contrebande de guerre [illegible] c'est-à-dire aux armes [illegible] et aux matériaux qui [illegible] ainsi qu'au drap [illegible] uniformes [illegible].

[illegible] de ces dispositions générales, les [illegible] contiennent des dispositions [illegible] d'une [illegible] Tennessee, tandis [illegible] que la marche de procéder pour [illegible] d'Etat est complètement différente, [illegible] on voit qu'il n'y a dans les deux cas [illegible] point de vue.

Le président déclare qu'il est informé d'une manière satisfaisante que l'insurrection qui a existé dans le Tennessee y a été supprimée et que personne n'y conteste plus l'autorité des Etats-Unis ; en conséquence, il proclame que l'insurrection a cessé dans [illegible] reconnaît que ce qui concerne l'Etat du Tennessee et ses habitants a été [illegible] fait des changements à la récente Constitution qu'ils viennent d'adopter, et [illegible] les affranchit de [illegible] restrictions et incapacités qui s'attachaient [illegible] à leur Etat, en maintenant, cependant, les exceptions indiquées dans la proclamation d'amnistie [illegible] les règlements pour la suppression [illegible] corpus, l'exercice de la loi martiale en [illegible] de nécessité, et l'application des lois [illegible] proclamations sur l'abolition de l'esclavage, &c., &c.

En laissant de côté toute cette série d'exceptions, nous voyons que la proclamation reconnaît comme un fait accompli et avant une existence légale la réorganisation qui a eu lieu dans l'Etat sous l'empire de la loi militaire et avec le concours d'un nombre d'électeurs presqu'insignifiant en égard au chiffre de la population du Tennessee.

La nouvelle Constitution adoptée par la Convention assemblée, il y a un an, au beau milieu des opérations militaires est admise ainsi que le sont toutes les lois passées depuis par la Législature. M. Brownlow est reconnu comme le gouverneur régulier de l'Etat ; et c'est en considération de cette réorganisation que les citoyens se trouvent absous de deux vices pécheés et réadmis à jouir de tous leurs droits et privilèges politiques et civils.

Il nous est impossible de dire si la mesure adoptée pour le Tennessee servira de règle pour les Etats qui ont déjà subi une réorganisation partielle plus ou moins sérieuse, comme la Virginie, la Louisiane ou l'Arkansas. Jusqu'à présent, le gouvernement a maintenu en fonctions le gouverneur Wells en Louisiane et le gouverneur Pierpont en Virginie, mais aucun acte officiel ne dit si oui ou non, les considère à Washington comme gouverneurs provisoires ou bien comme gouverneurs civils, réguliers et reconnus.

Quant aux Etats où il n'y a encore eu aucune tentative de réorganisation, leur position est définie par la proclamation du président qui nomme M. Holden gouverneur provisoire de la Caroline du Nord et par celle qui nomme William S. Sharkey gouverneur provisoire du Mississippi.

Voici à l'égard de ces Etats le raisonnement du président Johnson :

La rébellion a privé le peuple de l'Etat du gouvernement civil, mais l'Etat n'a pas cessé pour cela d'exister dans l'Union, or le devoir du gouvernement des Etats-Unis est de garantir à chaque Etat une forme républicaine de gouvernement ; c'est pourquoi le président nomme un gouverneur provisoire qui sera chargé de convoquer une Convention. Cette Convention, composée de délégués choisis par les citoyens loyaux aura pour objet " d'amender la Constitution et d'exercer tous les pouvoirs nécessaires pour rétablir l'Etat dans ses relations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral, et de présenter une forme de gouvernement d'Etat républicaine qui donne à l'Etat le droit d'obtenir la garantie des Etats-Unis." De plus la dite convention ou la législature qui se réunira ensuite fixera les qualités requises pour être électeur ou éligible sous la Constitution et les lois de l'Etat, " *pouvoir que le peuple des divers Etats comprenant l'Union fédérale a toujours légitimement exercé depuis l'origine du gouvernement.*"

La question du suffrage des nègres se trouve ainsi laissée au libre arbitre du peuple de chaque Etat, et dans la réorganisation on n'admet à voter que ceux qui étaient électeurs en vertu de l'ancienne Constitution d'Etat, en vigueur à l'époque de l'ordonnance de sécession.

Ainsi, pour le Tennessee l'président a ratifié ce qui a été fait par la convention, et on sait qu'elle a refusé aux nègres le droit de suffrage, et pour le Mississippi on laisse aux électeurs de l'Etat le soin de décider la question. Le résultat n'est pas douteux. Il y a cependant dans la proclamation un membre de phrase qui donne ouverture à contestation. Pins d'un radical dira que le Congrès refusera de reconnaître comme une forme républicaine de gouvernement, toute constitution qui n'admettra pas l'égalité politique de tous les hommes sans distinction de couleur. Mais si, d'ici au mois de décembre tous les Etats du Sud ont été réorganisés et admis comme le Tennessee, à jouir de tous leurs anciens droits, ils auront pu nommer des représentants et des sénateurs qui iront se joindre aux conservateurs du Nord dans les deux Chambres. Le parti radical aurait alors à lutter contre les faits accomplis, contre l'influence de l'administration et contre une majorité formée des conservateurs du Nord et des représentants des Etats du Sud. Le débat se réduirait purement à une question stérile de la question noire qui paraît devoir être une cause perpétuelle de trouble pour l'Union américaine, grâce au parti des incorrigibles de la Nouvelle Angleterre.

Nouvelles du Nord
PAR L'OUEST

Dates de New-York et de Washington du 19.

ARRIVÉE DU *MAGENTA*.

Les Quakers et le Président Johnson.

Il leur refuse le droit de suffrage pour les nègres.

DÉLÉGATION DES NÈGRES A RICHMOND

Conflit d'autorité dans le Missouri.

LA DÉLÉGATION DE LA VIRGINIE.

SUITE DE LA SÉRIE DE LA CAVALERIE DE COULEUR

Démolition du monument élevé à Bull Run.

MENACES DES SOLDATS DE GAMBLE

DÉPART DE L'EMPEREUR DU MEXIQUE.

Emigration écossaise pour le Sud

Nous avons reçu par le bateau à vapeur *Magenta* des journaux de St-Louis et de Cincinnati du 16 et de Cairo du 18 au soir. En voici les nouvelles suivantes :

Les Quakers demandent le suffrage des nègres.

Washington, 15 juin—Le président Johnson vient de faire connaître plus précisément son opinion sur la question du suffrage des nègres dans sa réponse à une délégation de Quakers qui lui avaient remis une pétition dont le but était d'assurer l'égalité civile et politique à tous sans aucune distinction. M. Johnson a dit aux délégués qu'il avait une connaissance profonde des mœurs et des sentiments de ceux avec lesquels du Sud, qu'il était convaincu qu'il y aurait beaucoup de difficultés à leur conférer pour le moment le droit qu'on demandait pour eux ; que le temps ne lui paraissait pas encore venu pour ce n'et que tout ce qu'il reconnaissait jusqu'à présent c'était le grand fait de l'abolition de l'esclavage.

Délégation virginienne.

La délégation libre de la Virginie, c'est-à-dire la députation de la Convention qui s'est formée elle-même *de proprio motu*, sans constituants, a eu une autre entrevue avec le président Johnson Minor Botts lui a dit qu'il n'était pas opposé à la création du nouvel Etat de la Virginie. Il reconnaît le gouvernement Pierpont, accepte l'abolition de l'esclavage, mais il doute de la validité d'une constitution faite à Alexandrie par cent législateurs ou conventionnels élus seulement par 500 votants.

Bott députera au président le général Patrick qui a mis en place à Richmond des hommes déloyaux.

Le général Patrick qui avait eu outre lancé en fuite contre lequel la cavalerie de couleur a été levée énergiquement dans leur entrevue avec le président, a offert sa démission.

Conflit d'autorité.

Sedalia, Missouri, 15 juin—Dans l'affaire de la place de greffier du comté de Pettis, le capitaine Putnam, commandant le poste, agissant sous les ordres du colonel Hardin, a expulsé le greffier nommé par le gouverneur et le général Love, qui avait été chassé de la même manière. La Cour de circuit était en session lorsque l'affaire a été passée. Le juge Tutt a ajourné la Cour et se rendra à Jefferson City où lorsque la difficulté sera réglée.

Disparition d'un prévôt

Washington, 15—Une dépêche au *Commercial* dit : S W Waldron, ex-maréchal prévôt du second district de New York, qui avait rapporté à Washington pour y être jugé, et qui avait obtenu un délai de quelques jours pour se [illegible] Wood, n'a pas reparu depuis, et qu'il a voulu se soustraire à la [illegible]. On suppose

Mutinerie dans la cavalerie de couleur.

New York, 16 juin—Un correspondant de la forteresse Monroe écrit que depuis quelque temps un esprit de mutinerie se faisait remarquer dans la brigade de cavalerie de couleur qui appartient au Texas corps.

Les hommes avaient déclaré que le gouvernement n'avait aucun droit de les envoyer au Texas. Le 12, quand ils étaient à bord du steamer, ils donnèrent la libre cours à l'esprit de discorde le caractère d'une véritable mutinerie, et le steamer fut obligé d'aller à quai pour demander du secours au fort. Deux compagnies du 54e de l'artillerie de Pennsylvanie furent envoyées à bord sous les ordres du major Schilling, mais les nègres en les voyant s'approcher menacèrent de leur tirer dessus. Le major eut recours à la stratégie et revenant à terre, il fit amener les mutins par deux et par trois à la fois sous les canons de ses hommes. De cette manière, ils furent tous désarmés, ce qui les détermina à retourner au steamer dont le départ aura été ainsi quelque peu retardé.

Destruction du monument élevé à Bull Run.

New York, 16 juin—Une dépêche de Washington au *Times* dit que des voyageurs arrivés aujourd hui de Fairfax, C. H., rapportent que les rebelles ont détruit le monument élevé sur le champ de bataille de Bull Run. Il semble impossible,—et cependant il y a de fortes raisons pour y croire,—que l'esprit du peuple de cette partie de la Virginie ait changé de nature et ne soit pas plus loyal qu'il y a six mois.

Les hommes du général Gamble qui ont battu le monument mesurent de ne pas laisser vestige de civilisation à 20 milles carrés à la ronde.

Emigration écossaise.

New-York, 16 juin—Plusieurs Ecossais qui sont en ville rapportent qu'il y a en Ecosse une grande société d'émigration avec un capital de 750,000 livres sterling qu'elle se propose de placer en terres du Sud, si on lui offre des avantages convenables. La société se compose principalement de gens appartenant à la classe ouvrière et sur le rapport favorable de ses représentants ici, elle portera son capital à £1,500,000, et procédera immédiatement à l'envoi des émigrants.

AFFAIRES BRESILIENNES.

New York, 16 juin—Les journaux de Rio Janeiro du 7 mai contiennent le discours de l'empereur du Brésil à l'ouverture du congrès national. L'Empereur fait allusion aux difficultés avec ce gouvernement, la prise de la saisie du bâtier rebelle Florida dans les eaux brésiliennes et à l'interruption des relations amicales avec la Grande Bretagne, mais il dit que la justice de la protestation du Brésil dans ce cas antérieur a été admise et il espère que dans cette dernière affaire la médiation proposée sera également satisfaisante.

Il parle de la guerre avec l'Uruguay et des hostilités pendantes avec le Paraguay. La manière dont les négociations ont répondu à son espoir, le permet pas de douter que ces difficultés ne se terminent favorablement pour l'Empire.

Don Pedro informe son Congrès qu'il a reconnu Maximilien comme Empereur du Mexique et il présente sur la situation politique et financière de l'Empire un tableau très florissant.

MORT DU MARÉCHAL MAGNAN.

Nous lisons dans le *Constitutionnel* du 30 mai :

Nous recevons une douloureuse nouvelle.

Le maréchal Magnan, grand veneur, commandant le 1er corps d'armée, vient d'être enlevé presque subitement.

Samedi, il s'exprimait de ne pas paraître au Sénat pour raison de santé. Bientôt une fluxion de poitrine se déclarait, et ce matin la maladie avait fait de tels progrès qu'il a réclamé les secours de la religion.

A midi, le maréchal expirait.

Le maréchal Magnan était né en 1791. Il s'était engagé comme volontaire à l'âge de dix huit ans. Sa carrière militaire fut brillante sous l'Empire, sous la Restauration, il fit la campagne de 1823 en Espagne, et il était au siége d'Alger.

En 1831 il était au service de la Belgique, et quand il rentra en France en 1839, il y retrouva le grade de général de brigade.

Le maréchal Magnan a successivement commandé à Lille, à Lyon, à Strasbourg, et aussi à Paris depuis le milieu de l'année 1851.

Cette mort cause dans le pays et dans l'armée des regrets universels.

—On lit dans la *Patrie* :

M. Elcin, chef du cabinet de l'Empereur Maximilien, vient d'arriver à Paris, par la voie des Etats-Unis et de l'Angleterre.

M. Elcin est chargé d'une mission de nos souverains auprès du gouvernement de l'Empereur Napoléon.

Autres nouvelles télégraphiques.

OPPOSITION AU PARTAGE DE LA VIRGINIE.

LE HERALD SUR LA QUESTION DU SUFFRAGE

Le N. Y. *Times* à l'égard de Jeff. Davis.

(Dépêches du *Tous*)

Opposition de Botts au partage de la Virginie.

Washington, 20 juin, minuit—John Minor Botts est à Washington et travaille à la reconstruction de la Virginie. Il s'oppose à la division de l'Etat.

Benjamin et Trenholm à Bermude.

Judah P. Benjamin et Trenholm sont arrivés en rivière à Bermude.

Le *Herald* sur le suffrage des nègres.

Dans un article éditorial d'aujourd hui, le *Herald* demande le droit le suffrage pour quatre classes de nègres : 1o pour ceux qui ont porté les armes, 2o pour ceux qui savent lire et écrire, 3o pour ceux qui sont contribuables foncière, et 4o enfin pour ceux qui apprendraient à une congrégation religieuse cinq ans avant la guerre.

Le N. Y. *Times* à l'égard de Jeff. Davis.

Ce journal exprime maintenant l'exécution de Jeff Davis pour trahison.

Tout ce qui ressemble ministère continuellement mis en silence.

Nouvelle diverses

Louisville, 20 juin—A New York le coton est à 12 cents.

Les banques des environs ont en Europe a fait monter l'or, qui a fermé à 141 1/4.

Le commerce du coton sera bientôt ouvert au monde.

Une dépêche au *Commercial* dit que le Président est décidé à abolir toutes les restrictions commerciales partout dans le pays.

Dans dix jours on sera en paix civile.

Le bruit de la défaite des troupes brésiliennes est confirmée.

Le Richmond Whig du samedi dit que la question du suffrage des nègres est mise de côté pour les places. Cette plusieurs nominations.

Le steamer Alabama a sauté à Mobile.

Washington, 20 juin—Les colonels Hunt et le capitaine Wilkes, accusés d'avoir maltraité le prisonnier fédéral à Andersonville, sont libérés par y être jugés pour mérite.

Plusieurs citoyens de la Virginie étroit ont vers aux autorités civiles.

Chicago, 20 juin—Les boulets et du remorqueur Fanny Safford ont fait explosion, tuant un soldat et en blessant sept autres.

Une dépêche à la *Tribune* dit qu'une masse énorme de cuivre a été découverte dans les terres de l'intérieur, à quatre cents milles de Nouvelle-Orléans. Le gouvernement a envoyé une commission pour l'examiner.

Louisville, 21 juin—Une dépêche au *Times* contient une liste de la maladie en grec et date de Louisville, le 20 juin 1865. Il nomme Gen. Boyce et cent de beaucoup de militaires proéminents du Sud. Toute quatre warrants de jardin—Davis, Trenholm et Hunt dans la bibliothèque de la Caroline du Nord.

A la suggestion du gouverneur Holden, le président a décidé que les demandes en grâce faites par des personnes de distinction devaient dorénavant renvoyées aux gouverneurs des Etats.

La délégation loin Georgie est partie [illegible] Cornwall.

Marché.

New York, 20 juin—Minuit—Les fonds sont plus fermes. L'argent est facile. Escompte de 6 à 7. L'or est actif à 141.

Le coton est ferme à 12 et 13 pour le middling.

Les farines est à $6 le baril.

Le pore, mess Louisiana à $28 [illegible].

Nouvelles du Mexique.

Par l'arrivée du steamer des Etats-Unis Continental, nous avons reçu des journaux de Galveston du 17 et du 19, que nous devons à l'obligeance de M. John J. Girard, subrecargue du steamer.

Nous trouvons dans le *Flag's Bulletin* du 17 les nouvelles suivantes qui confirment la prise de Chihuahua par Juarez :

La gazette mexicaine Emma est arrivée [illegible] en deux jours de Bagdad avec 3e passager, la plupart réfugiés retournant chez eux. Tous les Texiens qui sont à Bagdad se proposent de retourner chez eux par Galveston.

Le Matamoros *Monitor* du 14 contient les nouvelles suivantes :

Le journal officiel de Querétaro annonce l'occupation de Chihuahua par les impériaux [illegible] commandant, Garcia Morelos, qui avait remplacé Maximilien, comme président par intérim de Zacatecas, a donné son adhésion à l'empire.

La Basse Californie est sous le contrôle du parti juariste et en proie à la plus complète anarchie.

Quelques guérillas juaristes ont attaqué le détachement à Cuevas, ont pillé les passagers et ont retenu trois prisonniers. Peu de temps après un détachement d'impériaux a attaqué les guérillas, a repris les passagers et a tué quelques uns des bandits qui ont été fusillés.

Un dernier corps de la légion autrichienne fort de 6000 hommes et qui est en route pour venir d'Europe, a reçu ordre de débarquer à Matamoros. Sept mille hommes de troupes, partis il y a dix jours de Matamoros avec une colonne pour prendre l'offensive contre les juaristes, ont réussi à en débarrasser le département et ont rapporté l'emplacement de la ville de Vieux San Juan.

LIBERTY HALL.—Nous rappelons de nouveau l'attention sur la lecture que M Gayarré doit faire ce soir à l'Hôtel-de-Ville à propos et avant la publication du quatrième volume de son histoire de la Louisiane. Nous avons déjà dit dans une notice relative à la lecture en question que l'empereur Maximilien, et le président Johnson, ont été [illegible] Hôtel-de-Ville, comme en anglais sous le nom de « Liberty Hall ». C'est là qu'ont siégé la dernière Convention et la dernière Législature. Cette salle occupe une partie du troisième étage de l'Hôtel-de-Ville. Nous pensons que cette désignation prévientra tout doute en empêchera toute méprise. Pour ceux cependant qui voudraient une désignation plus complète, nous dirons qu'avant la convocation des dernières assemblées, cette même partie de l'Hôtel-de-Ville où le public aura le plaisir d'entendre ce soir M. Gayarré, était connue sous le nom un peu moins ambitieux mais plus studieux de " Lyceum Hall ". Y faire maintenant de l'histoire, c'est rendre en quelque sorte le local à sa destination primitive.

DISCONTINUATION DE LA TAXE POUR LES HÔPITAUX.—Suivant un ordre du major général Canby, en date d'hier 21 du courant, la cotisation de la taxe d'hôpital sur le coton et d'autres produits des districts en état d'insurrection, sera discontinuée à partir du 1er juillet prochain. Dans les autres districts de ce département cette affaire est laissée à la discrétion des commandants des dits districts, mais la taxe sera limitée dans tous les cas au montant jugé absolument nécessaire pour le traitement des malades et des personnes incapables de travailler qui sont à la charge de l'armée et pour lesquels il n'a pas été pourvu autrement.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—Nlle-Orléans, 21 juin 1865.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	79	26
midi	85	29½
6 heures du soir	85½	30

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Joseph Frazier, homme de couleur, accusé d'avoir volé cinq cent six piastres à M. Louis Schroeder, au No 201 de la rue Julie, a été déclaré coupable.

Le juri a déclaré Wm Wright, homme de couleur, coupable d'être sorti autrement chez M. Wm Filton et d'y avoir blessé l'officier qui l'a arrêté.

L'avocat de district n'a pas trouvé bien à poursuivre Adam Schoelmeyer, accusé de larcin.

M. Lucien Ailbert a été déclaré coupable d'avoir assailli et blessé M. Moreau, le 7 mai dernier.

ENQUÊTE.—On a découvert le cadavre de M. Jos. Bolzar dans la salle d'une maison du coin des rues Amour et Piété, 3me District. M. Bolzar avait essayé de se couper la gorge, le 11 du courant. Vendiez, médecin dans un moment d'aliénation mentale.

Le cadavre d'un noyé a été trouvé flottant dans le fleuve, au pied de la rue Sorapare. On l'a transporté au No 100 de la rue Washington et le coroner en a été prévenu.

LE BUREAU DE CORONER.—Nous apprenons que le Dr Keiser, qui vient d'être nommé coroner, a pris possession, hier soir, du bureau de coroner pendant l'absence du titulaire actuel le Dr Hire.

Une autre affaire de *qui warranto* semble poindre à l'horizon.

L'UNIVERSITÉ DE LA LOUISIANE.—Les autorités ont désigné les adjudicataires de l'Université de la Louisiane, qui sera bientôt réorganisée.

QUO WARRANTO ET MANDAMUS.—L'affaire Terry contre Scudder, proposé à l'enregistrement des voiture, n'est pas encore décidée. On en est encore aux plaidoiries.

—Le Dr Donie a demandé un mandamus contre M. Neville, auditeur.

BLESSÉS.—Wm Delone a été poignardé par Wm Jackson, dans la nuit de mardi à mercredi. On l'a transporté à l'hospital. Les blessures sont graves. Jack on restera en prison en attendant qu'on reçoive le certificat du médecin.

—Hier soir, à la gare du chemin de fer de Jackson, Thomas Mooney est entré dans un des wagons et dormait M Whalen et a assené à ce dernier un coup de bâton sur la tête. On ignore d'espoir de sauver le blessé.

Les nègres Graham et M Cann ont arrêté Mattews.

INTERROGATOIRE.—Wm Norton, accusé d'avoir pris sujet cent cinquante piastres à C. Sweeny, au No 132 de la rue d'Ulie, a donné un cautionnement de mille piastres en attendant l'interrogatoire.

FEUILLETON
LES JALOUX.
LE GENERAL CHARDIN.
PAR A. DE GONDRECOURT

XXVI

Pour exprimer, en effet, que parcourue, la baronne de la Perche admirait de fine, ses parterre de l'année, lorsque le général et le capitaine entrèrent dans la chambre. Cette lecture avait opéré toute une révolution dans l'esprit de la pauvre chatelaine, car elle se trouva pas malade, elle se trouva en [illegible] l'égoïsme, que ressemble à la manière de faire [illegible] ses enfants, qu'elle [illegible] et [illegible] avait reçu [illegible] pour [illegible] et [illegible] ses [illegible] et [illegible] ses [illegible] et [illegible] ses